



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité
Normandie*

**Secrétariat Général
pour les Affaires Régionales
Pôle modernisation et
moyens
Plateforme régionale des achats**

**Accord-cadre relatif à la maintenance des
équipements de lutte contre l'incendie et des
systèmes de sécurité incendie pour les services de
l'Etat et certains établissements publics en région
Normandie**

Appel d'offres ouvert

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
Le présent document est commun à tous les lots**

Code CPV – 50413200 - Services de réparation et d'entretien d'installations
d'extinction d'incendie

Le CCAP comporte les annexes suivantes :

- Annexe n°1A – clause sociale – mode d'emploi
- Annexe n°1B – clause sociale – fiche entreprise

Table des matières

ARTICLE 1 - Disposition générales.....	4
1.1 - Préambule.....	4
1.2 - Langue.....	5
1.3 - Définitions, Intervenants, obligations générales.....	5
ARTICLE 2 - Objet de l'accord cadre et des marchés subséquents.....	7
ARTICLE 3 - Forme, allotissement et montant maximum.....	7
3.1 – Forme du marché.....	7
3.2 – Allotissement et montant maximum.....	8
ARTICLE 4 - Durée de l'accord cadre.....	8
ARTICLE 5 - Pièces constitutives de l'accord cadre.....	9
ARTICLE 6 - Le marché subséquent.....	9
6.1 – Durée et forme du marché subséquent.....	9
6.2 – Pièces constitutives du marché subséquent.....	10
ARTICLE 7 - Nature, forme des prix et révision des prix.....	10
7.1 – Nature et forme des prix.....	10
7.2 – Révision des prix.....	10
ARTICLE 8 - Modalité de paiement.....	10
8.1 - Délai de règlement.....	11
8.2 - Acomptes et règlement.....	11
8.3 - Modalités de facturation.....	12
8.4 - Avance.....	13
8.5 - Acomptes et soldes.....	14
8.6 - Retenue de garantie, cautionnement et nantissement.....	14
8.7 - Taux de TVA.....	14
8.8 - Monnaie.....	14
ARTICLE 9 - Modalité d'exécution des prestations.....	14
9.1 – Bon de commande.....	14
9.2 – Inventaire de départ.....	15
9.3 – Réunion entre le titulaire et le service.....	15
9.4 – Délai d'intervention corrective, de remise en état, d'établissement d'un devis classique et de régularisation, de transmission des rapports et de dépôt d'une facture chorus.....	16
9.5 – Planning d'intervention.....	16
9.6 – Opération de vérification.....	17

9.7 – Synthèse annuelle des commandes passées par les services bénéficiaires.....	17
9.8 – Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre	17
9.9 - Réversibilité.....	17
9.10 – Remise des équipements en fin de marché.....	18
ARTICLE 10 - Obligation du titulaire	18
10.1 - Obligation de conseil	18
10.2 - Obligation d'information.....	18
10.3 - Obligation de confidentialité.....	18
10.4 Mesure de sécurité.....	19
ARTICLE 11 - Clause sociale et environnementale	19
11.1 - Réalisation d'une action de formation en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire pour tous les lots géographiques.....	19
11.2 - Exécution de l'action sociale de formation en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire pendant la durée du marché et à l'issue du parcours.....	20
11.3 - Contrôle et évaluation de l'action sociale de formation.....	21
11.4 - Clause environnementale.....	21
ARTICLE 12 - Confidentialité et droits de propriété intellectuelle.....	22
ARTICLE 13 - Traitement de données à caractère personnel	22
ARTICLE 14 - Sous traitance et co-traitance	23
14.1 - Sous traitance.....	23
14.2 - Co-traitance	23
ARTICLE 15 - Exécution au frais et risques du titulaire.....	23
ARTICLE 16 - Marché de prestations similaires.....	24
ARTICLE 17 - Clause de réexamen.....	24
ARTICLE 18 - Pénalités.....	24
ARTICLE 19 - Résiliation	25
ARTICLE 20 - Litiges et contentieux.....	25
20.1 — Règlement amiable des différends.....	26
20.2 — Compétence en cas de contentieux	26
ARTICLE 21 - Dérogations	27

ARTICLE 1 - Disposition générales

1.1 - Préambule

Le présent accord-cadre est porté par :

Ministère de l'Intérieur,
Préfecture de la région Normandie
Secrétariat Général pour les Affaires Régionales
Pôle modernisation et moyens
Plate-forme Régionale des Achats
7 place de la madeleine
CS 16036
76036 Rouen Cedex

Il est représenté par le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la région Normandie par délégation du Préfet de la région Normandie.

Le **Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA)** est le Préfet de région Normandie, désigné par « R.P.A. », qui est habilité à signer l'accord-cadre. D'une manière générale, le R.P.A. représente l'Administration. Il agit au nom et pour le compte des services de l'État en région Normandie ainsi que pour ses établissements publics implantés sur le territoire normand.

À ce titre, le Préfet :

- coordonne les besoins pour le compte des membres du groupement de commandes (services bénéficiaires et établissements publics),
- choisi l'attributaire de l'accord-cadre,
- signe et notifie l'accord-cadre,
- s'assure de la bonne exécution de l'accord-cadre.

Le Préfet de région Normandie conduit de manière coordonnée un marché interministériel régional **de maintenance des équipements d'incendie** soumis à l'obligation d'entretien et de vérification par la réglementation pour le compte des services de l'Etat en région Normandie.

Chaque service conserve son autonomie en ce qui concerne la gestion de la commande, de son budget ainsi que des modalités de règlement de ses dépenses.

L'accord-cadre a pour objet des prestations de maintenance préventive et corrective des équipements de lutte contre l'incendie et des systèmes de sécurité incendie au profit des services de l'État et de certains établissements publics en région Normandie. Sept établissements publics ont adhéré à l'accord cadre, il s'agit des structures suivantes :

- Centre d'Etude et d'Expertise sur les Risques, l'environnement, la mobilité et l'Aménagement (CEREMA) ;
- Ecole Nationale Supérieure Maritime (ESNM) ;
- Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (OFII) ;
- Etablissement Public National Antoine Koenigswarter (EPNAK) ;
- Etablissement Public foncier de Normandie (EPF) ;
- EPA Masse des Douanes ;
- Centre National de la Propriété Forestière (CNPF) ;

Les services déconcentrés de l'État et ces établissements publics en région Normandie sont désignés comme « services bénéficiaires » du marché.

Le représentant du pouvoir adjudicateur (R.P.A.) est chargé de coordonner les besoins dans le cadre d'une convention de groupement (articles R.2332-15 et L.2113-7 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article 1 de l'arrêté du 23 février 2022, le propriétaire ou l'utilisateur de l'État peuvent confier tout ou partie de leurs missions à l'Agence de gestion de l'immobilier de l'État (AGILE) dans les conditions et limites définies dans une convention spécifique portant sur la gestion et l'exploitation-maintenance de l'immeuble. Pour les sites pris en gestion/exploitation par l'AGILE, en tant que mandataire d'un ou plusieurs services de l'État, cette agence sera l'interlocutrice (sollicitation des sociétés pour intervention et facturation notamment) des sociétés retenues dans le cadre du présent accord-cadre.

Chaque entité adhérente au groupement de commande conserve son autonomie en ce qui concerne la gestion de la commande, de son budget ainsi que des modalités de règlement de ses dépenses.

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

1.2 - Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

L'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français ou à l'aide d'une traduction en français au frais exclusif du titulaire.

1.3 - Définitions, Intervenants, obligations générales

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, les termes et expressions auront les significations suivantes :

La Plate-Forme Régionale des Achats (P.F.R.A.) est le service qui, par délégation, coordonne les besoins pour le compte du groupement.

Elle est chargée de la mise en œuvre de la procédure d'achat et donc habilitée à recevoir les documents devant être adressés au pouvoir adjudicateur, et à fournir toute information administrative et technique utile à la mise en place de l'accord-cadre.

La plate-forme régionale des achats de Normandie détient le Label "Relations Fournisseurs et Achats Responsables" (RFAR). Ce label distingue les organisations ayant fait preuve de relations durables et équilibrées avec les fournisseurs.

Service chargé du suivi de la procédure et de l'exécution du présent accord-cadre

Secrétariat général pour les affaires régionales de Normandie (S.G.A.R.)

Plate-forme régionale des achats de Normandie (P.F.R.A.)

Bureau A013 – Rez-de-chaussée

7, place de la madeleine – CS 16036

76036 Rouen Cedex

Mail : pfra@normandie.gouv.fr

L'accord-cadre est mono-attributaire et est conclu entre le pouvoir adjudicateur et un opérateur économique unique pour chaque lot. L'accord-cadre a pour objet d'établir les termes régissant les marchés ultérieurs à passer au cours d'une période donnée, pris sur son fondement et accorde en conséquence une exclusivité unique au prestataire ainsi retenu.

Le marché subséquent est un marché passé sur le fondement de l'accord-cadre initial par les services bénéficiaires, passé sous forme d'accord cadre à bons de commande. Ce marché peut compléter les dispositions de l'accord-cadre sans le modifier substantiellement.

Les services bénéficiaires sont les services de l'État et opérateurs de l'État concernés par le présent accord-cadre. Ils procéderont à la passation de leur marché subséquent pour chacun des lots concernés, à la signature et à la notification des bons de commande qui les concernent, à la vérification du service fait et au paiement des factures sur leurs crédits propres.

Le comptable assignataire des paiements sera indiqué sur chacun des bons de commandes des services bénéficiaires.

Le gestionnaire de site est le contact du prestataire pour les visites et interventions sur le site.

La maintenance préventive : elle correspond aux contrôles du fonctionnement des installations d'un bâtiment. Planifiée annuellement, elle permet de diminuer la probabilité de défaillance des équipements entretenus, d'optimiser leur fonctionnement, d'augmenter leur durée de vie et de maintenir dans le temps l'état des bâtiments.

La maintenance corrective : elle correspond aux interventions de dépannage et de réparations des équipements suite à un dysfonctionnement.

La maintenance palliative : maintenance s'attachant à la correction de tout incident identifié empêchant l'utilisation d'un bien dans une condition optimale nécessitant une intervention rapide, pour pallier au plus urgent dans le rétablissement du service produit permettant de poursuivre l'exploitation ou l'usage, et dans l'attente d'une solution ou une correction définitive durable (maintenance curative).

La maintenance curative : maintenance s'attachant à corriger tout incident identifié, dans une action ou un ensemble d'actions permettant de rétablir un bien dans un état spécifique ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise par remise dans un état initial, de façon durable.

Le délai d'intervention : Ce délai s'entend délai maximum après réception d'un appel ou de la réception de tout moyen approprié convenus au préalable dans le cadre de la mise en place du marché, délais de transports compris, pour que le technicien ou l'équipe de techniciens en nombre suffisant, compte tenu de l'importance de la panne, du matériel, de la typologie du bâtiment, et du matériel concerné, puisse exécuter les prestations sur l'équipement concerné.

D'une manière générale, les délais actés au contrat se réfèrent au seul « délai d'intervention » sauf stipulation expresse dûment précisée.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants attendus libérant le titulaire de son obligation de résultat dans le cadre du présent contrat. Les délais d'interventions actés au présent contrat s'entendent pour une durée maximale après demande d'intervention qu'il convient de ne pas dépasser pour intervenir sur l'équipement concerné.

Astreintes : Un service d'astreinte sera mis en place pour les sites qui le demanderont pour les bâtiments ayant des systèmes de sécurité incendie. Il comportera un centre d'appel qui enregistrera l'heure précise de la demande d'intervention. Le technicien en charge de l'intervention confirmera son heure d'arrivée au responsable de site. Cet appel déclenchera le déplacement d'une personne qualifiée, capable d'effectuer le diagnostic de la panne, de

réparer si cela est possible ou de remettre en marche dégradée les installations, de prendre les mesures conservatoires, et d'informer le gestionnaire du site.

Le « **délai d'exécution** » ou « **délai de dépannage** » :

Ce délai s'entend délai maximum autorisé d'indisponibilité du système sans action de dépannage même provisoire en action corrective palliative, en mode d'utilisation dégradé, après qu'une demande d'intervention par tout moyen approprié ne soit émise par le service technique à l'attention du mainteneur.

Les moyens de contacts pour ce faire, seront ceux proposés par le mainteneur dans le cadre de son mémoire technique et de l'astreinte qu'il aura mis en place pour couvrir les besoins de l'administration.

ARTICLE 2 - Objet de l'accord cadre et des marchés subséquents

L'accord-cadre a pour objet des prestations de maintenance préventive et corrective des équipements de lutte contre l'incendie et des systèmes de sécurité incendie au profit des services de l'État et des établissements publics en région Normandie.

Les lieux d'exécution sont l'ensemble des sites d'État (hors périmètre du ministère des Armées) en région Normandie, c'est-à-dire les départements de la Seine-Maritime, de l'Eure, de la Manche, du Calvados et de l'Orne.

C'est un accord cadre mixte. Il est à bon de commande pour les lots « équipements de lutte contre l'incendie » (ELI) (lots 6 à 10) et à marchés subséquents pour les lots « Système de sécurité incendie et équipement d'alarme » (SSI-EA) (lots 1 à 5).

Les marchés subséquents sont passés sous la forme d'accord cadre à bons de commande. Le titulaire est tenu, pour le(s) lot(s) où il a été retenu, de signer les marchés subséquents avec chacun des services bénéficiaires dès la notification de l'accord cadre, quelle que soit la date de début d'exécution.

La liste des services bénéficiaires devant passer un marché subséquent est indiqué par onglet à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement pour les lots 1 à 5.

Les prestations attendues se décomposent en deux postes énumérées ci-après :

Poste 1 - Maintenance préventive : forfait annuel déclenché par l'émission de bons de commande d'une durée maximale de 12 mois ou pour une durée allant de la date d'intégration au 31 décembre de l'année en cours.

Les prix de la maintenance préventive sont indiqués à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement.

Poste 2 - Maintenance corrective : intervention suite à un dysfonctionnement du matériel. Il est déclenché par l'émission d'un bon de commande.

Les prix de la maintenance corrective sont indiqués à l'annexe n°2 à l'acte d'engagement – BPU

Le détail des prestations attendues est indiqué au CCTP.

ARTICLE 3 - Forme, allotissement et montant maximum

3.1 – Forme du marché

Le marché interministériel régional de prestations de services est passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles R.2124-2 et L.2124-2 du Code de la commande publique.

3.2 – Allotissement et montant maximum

Le présent accord-cadre (AC) est mono-attributaire et est alloti.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum. En revanche, il comporte un maximum pour chacun des lots en application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Forme du marché	Département	Montant maximum en € HT pour 4 ans
1	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI-EA)	AC à Marché Subséquent	Seine Maritime (76)	3 000 000 €
2	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI-EA)	AC à Marché Subséquent	Eure (27)	2 000 000 €
3	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI-EA)	AC à Marché Subséquent	Calvados (14)	2 500 000 €
4	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI-EA)	AC à Marché Subséquent	Manche (50)	2 500 000 €
5	Maintenance préventive et corrective des systèmes de sécurité incendie (SSI-EA)	AC à Marché Subséquent	Orne (61)	2 000 000 €
6	Maintenance préventive et corrective des équipements de lutte contre l'incendie (ELI)	AC à Bon de commande	Seine Maritime (76)	5 000 000 €
7	Maintenance préventive et corrective des équipements de lutte contre l'incendie (ELI)	AC à Bon de commande	Eure (27)	2 500 000 €
8	Maintenance préventive et corrective des équipements de lutte contre l'incendie (ELI)	AC à Bon de commande	Calvados (14)	3 500 000 €
9	Maintenance préventive et corrective des équipements de lutte contre l'incendie (ELI)	AC à Bon de commande	Manche (50)	3 500 000 €
10	Maintenance préventive et corrective des équipements de lutte contre l'incendie (ELI)	AC à Bon de commande	Orne (61)	2 500 000 €

Le « **montant maximum** » indique la dépense maximale que pourront utiliser les services bénéficiaires durant toute la durée du marché. Si le montant maximal est dépassé, le contrat du lot concerné est automatiquement terminé. Les montants maximums indiqués ne reflètent pas le volume financier des services adhérents, il s'agit de montants maximums calculés sur la base d'un estimatif fortement majoré. Ils tiennent compte des aléas pouvant intervenir en cours d'exécution avec l'intégration de nouveaux services bénéficiaires, les révisions du prix ou encore l'ajout de nouvelles prestations.

ARTICLE 4 - Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de notification.

Il pourra être reconduit deux (2) fois pour des périodes maximales de douze (12) mois chacune, sans pouvoir excéder une période maximale de quarante-huit (48) mois. Conformément à l'article R2112-4 du Code de la commande publique, la reconduction sera tacite et le titulaire ne pourra s'y opposer.

En cas de décision de non reconduction, le pouvoir adjudicateur ne donne lieu à aucun dédommagement du titulaire. Le cas échéant, la décision de non reconduction fait l'objet d'une notification au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre. La décision est notifiée au titulaire avec un préavis de deux (2) mois.

Le pouvoir adjudicateur peut conclure un nouvel accord-cadre avant la fin du présent accord-cadre afin de garantir la continuité d'exécution des prestations. Le cas échéant, le début d'exécution de ce nouvel accord cadre ne se ferait qu'au terme du présent accord cadre.

ARTICLE 5 - Pièces constitutives de l'accord cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre, classées par ordre de priorité décroissante, sont :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes correspondantes ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses technique particulières (CTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les pièces modificatives de l'accord-cadre régional : mises au point, actes modificatifs, le cas échéant.
- l'offre technique des titulaires;

Il est rappelé qu'aucune clause portée par les conditions générales de vente d'un titulaire ne saurait être opposée aux services adhérents dans le cadre du présent accord cadre.

ARTICLE 6 - Le marché subséquent (lots n°1 à 5)

6.1 – Durée et forme du marché subséquent

Les marchés subséquents peuvent être conclus durant toute la durée du présent accord-cadre. Ils prennent effet à leur date de notification ou date indiquée dans l'acte d'engagement et suivent les modalités de reconduction de l'accord-cadre, pour une durée allant jusqu'au terme du présent accord-cadre.

La passation des marchés subséquents sera déclenchée par le service bénéficiaire lors de la survenance du besoin.

La notification et le suivi des marchés subséquents relèvent de chaque représentant du pouvoir adjudicateur du service bénéficiaire concerné. Ils mentionnent un responsable de site pour les bâtiments relevant de leurs périmètres.

Le titulaire de l'accord-cadre a une obligation de signer l'ensemble des marchés subséquents quelle que soit la date de début d'exécution.

Les marchés subséquents sont à bons de commande. Ainsi, la maintenance préventive et corrective sont toutes deux déclenchées par bons de commandes.

6.2 – Pièces constitutives du marché subséquent

Le marché subséquent est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes signé et daté du titulaire ;
- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre initial listées à l'article 5, dans le même ordre de priorité.
- Le planning annuel de maintenance

Les pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents prévalent, en cas de contradictions entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

ARTICLE 7 - Nature, forme des prix et révision des prix

7.1 – Nature et forme des prix

Les prix sont unitaires forfaitisés pour la maintenance préventive et unitaire pour la maintenance corrective et se déclenchent par l'émission de bon de commande. Ils sont indiqués à l'annexe n°1 à l'acte d'engagement pour la maintenance préventive et à l'annexe n°2 à l'acte d'engagement pour la maintenance corrective.

Les prix sont fermes à compter de la date de début d'exécution jusqu'au 31 décembre 2027. Les prix sont ensuite révisables chaque année à compter du mois de janvier 2028.

L'ensemble des prescriptions relatives à la révision des prix s'appliquent à tous les éléments constitutifs des prix issus du présent accord-cadre et le cas échéant des marchés subséquents qui en découlent.

7.2 – Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont révisables à la hausse comme à la baisse, selon les conditions indiquées ci-dessous :

$$P = P_0 * (0,8 * ICHT-IME / ICHT-IME_0 + 0,2 * MIG-EBIQ / MIG-EBIQ_0)$$

dans laquelle :

- ICHT-IME = valeur de l'indice 001565183 de l'INSEE du « coût horaire du travail, tous salariés des industries mécaniques et électriques » (NAF 25-30 32-33), dernière valeur connue publiée à date anniversaire de notification de l'accord-cadre, accessible via : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>
- ICHT-IME0 = valeurs d'origine du mois M0 fixé
- MIG-EBIQ = valeur de l'indice 010534841 de l'INSEE, indice de prix à la production dans l'industrie « ensemble énergie, biens intermédiaires, biens d'investissement », dernière valeur connue publiée à date anniversaire de notification de l'accord-cadre, accessible via : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010534841>
- MIG-EBIQ0 = valeur d'origine du mois M0

Les prix révisés sont arrondis au millième supérieur.

Attention, la ligne BPU coefficient peines et soins n'est pas pris en compte dans la révision.

ARTICLE 8 - Modalité de paiement

Le mode de règlement du présent marché est le virement par mandat administratif. Seuls peuvent être réglées les prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande.

8.1 - Délai de règlement

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des clauses de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

8.2 - Acomptes et règlement

Les modalités de règlement des acomptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG FCS.

La périodicité du versement des acomptes s'applique selon les termes de l'article R2191-22 du code de la commande publique.

Les demandes seront présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG FCS.

Le titulaire envoie cette facture en bonne et due forme au service bénéficiaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Dans le cas où la facture ne respecte pas les formes et ne précise pas les informations requises au CCAP, elle peut être rejetée. Le titulaire devra transmettre, par tout moyen permettant de donner une date certaine, une nouvelle facture qui, en bonne et due forme, constituera le point de départ du délai de règlement.

Le service bénéficiaire accepte les montants figurant sur la facture établie par le titulaire en établissant la certification de service fait.

En cas de contestation sur le montant de l'acompte, le service bénéficiaire règle les sommes qu'il admet. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément,

majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

Outre les mentions légales, la facture comprend notamment les indications suivantes :

- le numéro CHORUS du marché et le numéro d'engagement juridique CHORUS de la commande ;
- la désignation du service pour lequel les prestations sont réalisées ;
- l'adresse précise des locaux concernés ;
- la nature et la quantité de la prestation réalisée (descriptif sommaire des prestations) ;
- le numéro de la ligne du BPU correspondante ;
- le montant total HT de la facture ;
- le taux de la TVA ;
- le montant total TTC de la facture.

Les frais de facturation sont inclus dans les prix des BPU.

8.3 - Modalités de facturation

La transmission des factures par voie dématérialisée est OBLIGATOIRE.

Les factures comportent les mentions obligatoires, conformément à l'article 242 du code général des impôts.

Transmission dématérialisée des factures :

La transmission des factures sous forme électronique dans le cadre du présent marché s'impose ainsi aux titulaires et sous-traitants admis au paiement direct relevant de cette catégorie d'entreprise et est une possibilité offerte et recommandée aux titulaires et sous-traitants admis au paiement direct relevant des autres catégories d'entreprise.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue GRATUITEMENT au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro ».

Ce portail vous permet de :

- Réduire les coûts et les délais de traitement et dégager des gains de productivité ;
- Sécuriser les échanges et suivre le traitement des demandes de paiement ;
- Œuvrer pour le développement durable (réduction de l'utilisation de papier, des moyens de transport, etc.).

Pour le traitement de chaque facture, il est impératif d'y porter les mentions listées ci-dessous :

- Le numéro du lot de l'accord-cadre ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro d'engagement juridique du marché subséquent forfaitaire ou le numéro d'engagement juridique du bon de commande du marché subséquent à bons de commande ;
- La date et le numéro de la facture ;

- La dénomination et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET du titulaire ;
- La référence d'inscription au répertoire du commerce et au répertoire des métiers ;
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- Le détail des prestations exécutées ;
- Le détail des prix forfaitaires et/ou unitaires et les quantités ;
- Le montant hors TVA et TTC ;
- Le taux et le montant de la TVA.
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement.

En cas de sous-traitance, ou de groupement conjoint, la facture est établie selon la nature des prestations exécutées par le sous-traitant.

Pour la procédure de dématérialisation, les conditions techniques et pratiques tels que configuration de votre matériel informatique, création et paramétrage de compte, utilisation du portail, etc., le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> en sa rubrique « aide en ligne » sur <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> et « conditions générales d'utilisation » sur <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/cgu?execution=e3s1>.

Pour les services de l'État, hors établissements publics, les factures afférentes aux prestations sont adressées exclusivement sous forme dématérialisée sur la plate-forme CHORUS-pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro-gouv.fr/>

Pour enregistrer sa facture sur site, le titulaire doit impérativement renseigner les deux informations suivantes :

- le numéro d'engagement juridique (EJ) CHORUS figurant sur le bon de commande ;
- le numéro du service exécutant (SE) figurant sur le bon de commande.

Les paiements des prestations afférentes à cet accord-cadre sont à la charge de chaque service bénéficiaire émetteur du bon de commande.

Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire.

8.4 - Avance

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le délai de versement de l'avance court à compter de l'émission du bon de commande. Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

8.5 - Acomptes et soldes

Les prestations commandées peuvent faire l'objet d'un acompte. Dans le cas contraire, le solde est directement payé déduction faite de l'avance fixée selon les stipulations de l'article 8.4 ci-dessus.

8.6 - Retenue de garantie, cautionnement et nantissement

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Un bon de commande peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

8.7 - Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.8 - Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro (€)

ARTICLE 9 - Modalité d'exécution des prestations

9.1 – Bon de commande

Pour rappel, les lots n°1 à 5, l'accord cadre est à marché subséquent et pour les lots 6 à 10, l'accord cadre est à bon de commande direct.

La maintenance préventive annuelle est déclenchée par l'émission d'un bon de commande annuel spécifique du service bénéficiaire auprès du titulaire. Le montant du bon de commande est déterminé par l'annexe 1 à l'acte d'engagement « DPGF (décomposition des prix globale et forfaitaire) » transmis par le titulaire dans son offre, selon l'unité d'œuvre choisi par le service. Le titulaire n'a pas à fournir un devis annuel pour cette prestation.

Les prestations de maintenance corrective font l'objet d'un bon de commande spécifique à la survenance du besoin, sur la base du bordereau des prix annexés à l'annexe n°2 à l'acte d'engagement « BPU ».

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché subséquent.

Les bons de commande sont établis par les services bénéficiaires.

Les bons de commande de maintenance préventive et corrective devront comprendre au moins :

- la date de l'émission du bon de commande ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro d'engagement juridique du marché subséquent ;
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande ;
- le numéro de service exécutant (exemple : FAC00044) ;
- le site concerné et son poste d'exécution ;
- l'adresse du site concerné et la désignation de la prestation à réaliser et la quantité

- demandée ;
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement de la commande ;
- le montant total HT de la commande, le taux et le montant de la TVA, le montant total TTC de la commande ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la signature de la personne responsable ;
- et toute autre information jugée nécessaire à la commande.

La résiliation d'un lot de l'accord-cadre ou d'un marché subséquent ne remet pas en cause la validité du bon de commande s'il est émis avant la date d'effet de cette décision. Le titulaire du marché est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'émission des prestations commandées.

9.2 – Inventaire de départ

L'inventaire de départ du matériel relevant du présent marché est indiqué à l'annexe n°1 à l'AE « DPGF », par site et par service bénéficiaire.

Le titulaire aura un délai de **douze (12) semaines** à compter du premier bon de commande de maintenance préventive, pour réaliser un inventaire contradictoire et fournir **un procès-verbal de l'état des lieux et des installations et équipements** pour chacun des sites. Ce procès-verbal indiquera la date, les noms et qualité des participants aux visites de prise en charge.

En cas de constat de modification du parc, le service bénéficiaire devra réaliser un ordre de service (voir article 17 du présent CCAP) pour mettre à jour le parc.

A la suite de la visite d'inventaire, les prix unitaires forfaitisés pourront être réévalués entre l'inventaire fourni en annexe 1 à l'acte d'engagement « DPGF » de chaque lot et l'inventaire contradictoire réalisé par le titulaire, lors de la visite d'inventaire, dès lors que tout ajout ou retrait d'équipements engendrerait une différence de plus ou moins de 10% du prix forfaitaire annuel fixé en annexe 1 à l'acte d'engagement, et dont le montant devra être justifié et détaillé par le titulaire.

9.3 – Réunion entre le titulaire et le service

La PFRA organisera une réunion de lancement avec le titulaire du lot et les services bénéficiaires.

A la demande du service bénéficiaire, une réunion d'avancement et/ou de suivi entre le titulaire du lot et le service pourra avoir lieu. L'objectif de cette réunion est :

- Connaître les interlocuteurs de chaque côté ;
- Préciser les modes de communication et/ou de sollicitation du représentant de l'acheteur envers le prestataire
- Connaître les impératifs du service et les spécificités des sites à entretenir ;
- Rappeler la nature des livrables ;
- Rappeler le processus de diffusion / validation / acceptation des livrables ;
- Faire un état de situation des sites ;
- Autres demandes du service.

Les services bénéficiaires peuvent solliciter l'appui de la PFRA dans le cadre des réunions d'avancement et de suivi.

9.4 – Délai d'intervention corrective, de remise en état, d'établissement d'un devis classique et de régularisation, de transmission des rapports et de dépôt d'une facture chorus

Pour le SSI : Le délai d'intervention

Criticité	Délai d'intervention/dépannage	Délai de remise en état *
Criticité niveau 1	3h	1 jour ouvré
Criticité niveau 2	8h	5 jours ouvrés

**dans le cas d'une panne ne pouvant être résolue dans le délai, un moyen palliatif est attendu le temps que le SSI soit de nouveau opérationnel.*

Est considérée comme une intervention de criticité 1 – très critique, une intervention sur tout équipement dont une défaillance a un impact majeur sur le fonctionnement du bâtiment susceptible de remettre en cause la sécurité des personnes et des biens.

Est considérée comme une intervention de criticité 2 – interventions de moindre criticité

Les plages horaires d'intervention sont :

- En astreinte : 7 jours sur 7, 24h sur 24
- Sans astreinte : 5 jours sur 7, de 8h à 18h.

Pour le ELI : Le délai d'intervention est de 72h maximum (3 jours ouvrés) après la demande d'intervention, 5 jours sur 7, de 8h à 18h.

Pour le SSI et le ELI :

- Le délai d'émission d'un devis est de 48 heures après la réception de la demande ou de la visite de maintenance préventive nécessitant des corrections ;
- Le délai de transmission d'un devis de régularisation est de 5 jours ouvré après l'intervention ;
- Le délai de transmission du rapport d'intervention dans les 24h maximum après intervention.

A la fin de l'année, le titulaire doit transmettre un rapport annuel des interventions. Ce rapport doit être transmis avant le 15 décembre de l'année en cours. Si le 15 décembre est un samedi ou un dimanche, alors le dernier jour est le lundi suivant.

- Le délai de dépôt d'une facture conforme sur Chorus après la réalisation de la maintenance préventive, maintenance corrective est d'1 mois.

9.5 – Planning d'intervention

Le titulaire doit transmettre un planning d'intervention dans le mois qui suit la réception du bon de commande maintenance préventive. (Exemple, le titulaire reçoit le bon de commande le 1er Avril, il doit transmettre le planning d'intervention avant le 1er Mai. Cette intervention pourra avoir lieu en mai, juin, juillet...)

Une confirmation du passage prévisionnel est à transmettre au service 15 jours avant.

En cas de modification du planning rendu obligatoire pour une problématique imprévue, le titulaire doit prévenir le service et lui donner une autre date qui correspond à ses attentes.

9.6 – Opération de vérification

Les opérations de vérifications des prestations indiquées au CCTP s'effectuent selon les modalités indiquées à l'article 27 du CCAG FCS.

9.7 – Synthèse annuelle des commandes passées par les services bénéficiaires

Le titulaire de l'accord-cadre mettra à la disposition du RPA, à la date anniversaire de l'accord-cadre la synthèse des commandes d'opérations passées par les services bénéficiaires, lot par lot.

A minima, devront apparaître par lot :

- le service bénéficiaire,
- la référence et la date de la commande,
- le nombre d'intervention préventive et corrective par site,
- le choix de l'unité d'œuvre pour chaque site,
- le total des dépenses des services bénéficiaires en euros € HT et TTC.
- la liste et quantité des équipements commandés en correctif par site

9.8 – Suivi financier du montant maximum de l'accord-cadre

Afin de permettre à l'acheteur de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu **d'alerter l'acheteur lorsque les consommations atteignent 75 % de la quantité maximale ou de la valeur maximale prévues par l'acheteur dans les documents de la consultation pour son lot concerné.**

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations précisées ci-dessus :

L'acheteur :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le Titulaire ;
- est particulièrement attentif à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées.

Le titulaire :

- s'engage à respecter sans réserve les obligations de transmission d'informations telles que précisées dans la présente clause (notamment la nature des informations à transmettre et la fréquence de transmission) ;
- s'engage sans réserve à participer aux réunions de suivi que l'Acheteur organise.

9.9 - Réversibilité

A la fin de l'accord cadre, le titulaire devra, pour chacun des lots qu'ils possèdent, transmettre la réversibilité à la PFRA. La réversibilité correspond à l'état du parc du lot concerné défini à

l'annexe n°1 à l'acte d'engagement mise à jour. Le titulaire devra transmettre la réversibilité via cette annexe ou tout équivalent (exemple : une extraction d'un outil interne au titulaire). L'important est de retrouver l'ensemble des informations demandées.

Également, durant toute la durée de l'accord cadre, chaque service bénéficiaire pourra demander la réversibilité de son parc relevant de son marché subséquent pour la partie SSI.

Le titulaire s'assurera que les données relatives à l'exécution du présent marché soient exploitables par le futur mainteneur et le service bénéficiaire, notamment en permettant l'export selon un format standard (tableur ou excel) des données relatives à la liste des équipements maintenus et au suivi de la maintenance des installations.

9.10 – Remise des équipements en fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin du marché.

A la cession clôture du contrat, le titulaire du contrat de maintenance devra remettre au chef d'établissement (services bénéficiaires) :

- L'état des lieux concernant le système (plans, sauvegarde des paramétrages, codes « constructeurs », listing de points, données de site etc....) ;
- L'ensemble des documents détenus, confiés ou créés au titre du contrat.

ARTICLE 10 - Obligation du titulaire

Le titulaire s'engage à assurer les prestations de maintenance des équipements de sécurité au profit des services bénéficiaires avec les moyens nécessaires, de façon à effectuer ses prestations dans des conditions de qualité irréprochable. **Il a de ce fait une obligation de résultat.**

10.1 - Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un courriel ou d'un rapport, envoyé au service bénéficiaire, qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

10.2 - Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

10.3 - Obligation de confidentialité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de

l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

10.4 Mesure de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

L'accès des préposés du titulaire aux sites et locaux du service bénéficiaire est soumis aux règles générales imposées aux personnes étrangères au service bénéficiaire. Lorsque les prestations sont à exécuter dans un point sensible ou dans une zone protégée, le titulaire doit observer les dispositions particulières qui lui sont communiquées par le service bénéficiaire.

Le personnel du titulaire doit être muni d'un badge délivré au vu de la présentation d'une pièce d'identité. Le titulaire ne sera pas autorisé à faire intervenir sur les sites, du personnel de remplacement qui n'a pas été agréé.

Toute intervention d'une personne non agréée devra faire l'objet d'une demande écrite préalable, en respectant un délai de prévenance de 7 jours minimum. La pièce d'identité de l'intervenant ainsi que la carte grise du véhicule devront être jointe à la demande. Le service bénéficiaire, après examen de ladite demande pourra refuser l'intervenant, sans avoir à justifier sa décision. Le titulaire aura alors un délai de 5 jour ouvré pour formuler une nouvelle demande, avec un intervenant différent.

ARTICLE 11 - Clause sociale et environnementale

11.1 - Réalisation d'une action de formation en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire pour tous les lots géographiques

Afin de promouvoir la diversité et de combattre l'exclusion, la Plate-Forme Régionale des Achats de Normandie souhaite mobiliser les entreprises dans le cadre de sa politique d'Achats responsables. En application des articles L.2112.4 et R.2111.10 du Code de la commande publique, les candidats doivent obligatoirement proposer une action permettant la formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire, de 16 et 25 ans, suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale.

Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale et son coordinateur basé à Rouen, rue de Fontenelle.

Ce dernier proposera si besoin, à chaque titulaire, des interlocuteurs sur son secteur géographique.

Le volume horaire minimal exigé est **de 150 heures et par lot, à réaliser pendant chaque période du marché**. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire.

Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal). (cf annexe n°2A : Clause sociale de formation sous statut scolaire : mode d'emploi).

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH) qui est l'interlocuteur privilégié, ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par le marché.

11.2 - Exécution de l'action sociale de formation en faveur d'un jeune en situation de décrochage scolaire pendant la durée du marché et à l'issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par la MLDS, qui s'assure de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire.

Lors de la réunion de lancement du marché, le titulaire devra présenter la fiche entreprise de proposition d'action (cf annexe N°2B : fiche entreprise). En cas de besoin d'informations supplémentaires sur cette fiche, la MLDS se tient à votre disposition pour la compléter. La présence du responsable des ressources humaines ou de son représentant, interlocuteur privilégié de la MLDS dans le cadre de l'exécution de la clause sociale, est souhaitable.

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale peut être organisée, sur proposition du titulaire ou de la Plate-forme Régionale des Achats Normandie, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. Le cas échéant, la clause sociale ne pourra pas être mise en œuvre et les pénalités mentionnées au présent CCAP ne pourront être appliquées si la non-réalisation de l'action sociale d'insertion n'incombe pas au titulaire.

Par ailleurs, la « fiche entreprise » peut être modifiée en fonction du ou des profils de jeunes proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à la Plate-forme Régionale des Achats Normandie par le titulaire.

Le titulaire transmet également à la Plate-forme Régionale des Achats Normandie la convention de stage tripartite signée.

À l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de re-scolarisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

11.3 - Contrôle et évaluation de l'action sociale de formation

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande de la Plate-forme Régionale des Achats Normandie ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à la Plate-forme Régionale des Achats Normandie :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande par la Plate-forme Régionale des Achats Normandie.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (cf. ci-avant).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer la Plate-forme Régionale des Achats Normandie et la MLDS. Dans ce cas, la Plate-forme Régionale des Achats Normandie et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

11.4 - Clause environnementale

Le titulaire s'engage à intégrer une démarche environnementale pour la réalisation des prestations demandées sur :

- la réduction des prélèvements des ressources ;
- la composition des produits et notamment leur caractère écologique / polluant / toxique ;
- les actions en faveur du réemploi, de la réutilisation, du reconditionnement, de l'intégration de matières recyclées et du recyclage ;
- les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- la prévention de la production des déchets et leur orientation vers des filières de valorisation ;
- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- la réduction des impacts sur la biodiversité ;
- la sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Le titulaire valorise les déchets dans le respect de la réglementation en vigueur, par retraitement, réemploi, recyclage ou incinération avec récupération d'énergie ou toute autre procédure imposée par la réglementation en vigueur. Il certifie valoriser ou faire valoriser ces déchets auprès de centres agréés.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées par le marché.

ARTICLE 12 - Confidentialité et droits de propriété intellectuelle

Le titulaire garantit au pouvoir adjudicateur la confidentialité totale des informations et documents dont il pourra avoir à connaître dans l'exécution du présent marché.

Il s'engage à faire respecter ces dispositions par l'ensemble de ses préposés et commettants. Le titulaire accepte et reconnaît que les informations qui lui ont été communiquées pour la réalisation de prestations faisant l'objet du présent marché, sont réservées au pouvoir adjudicateur en tant qu'entière et seule propriété.

Le titulaire reconnaît que les données transmises sont et resteront la propriété du pouvoir adjudicateur et que les fichiers ne peuvent être copiés ou reproduits sans l'autorisation écrite, expresse et préalable dudit pouvoir adjudicateur.

En fin de contrat, le titulaire s'engage à procéder à la destruction de tous les fichiers ou documents restant en sa possession, sous réserve d'avoir au préalable transféré les données au service utilisateur ou au nouveau titulaire.

Le titulaire s'engage à prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations traitées pendant la période d'exécution du marché.

Le titulaire ne pourra en aucun cas communiquer les résultats des prestations objet du présent marché, à titre gratuit ou onéreux, sans l'accord préalable du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire s'engage, dans l'hypothèse où il s'avérerait indispensable de divulguer à des tiers l'information ou une partie de l'information, à demander au pouvoir adjudicateur une autorisation écrite préalable mentionnant les tiers concernés et l'information à divulguer. Le titulaire reconnaît être informé que la violation de cette obligation, qui n'a pas de limite dans le temps, est pénalement sanctionnée par les articles 226.13 et 14 du code pénal.

Le titulaire ne pourra revendiquer aucun droit de propriété intellectuelle sur les livrables élaborés dans le cadre de la prestation. Les services bénéficiaires se réservent le droit de modifier tout document reçu au cours et au terme de la prestation, et d'utiliser les données fournies par le titulaire pour tout usage ultérieur.

ARTICLE 13 - Traitement de données à caractère personnel

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement

général sur la protection des données » RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 14 - Sous traitance et co-traitance

14.1 - Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 (version 2024) ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

14.2 - Co-traitance

En cas d'attribution du marché à un groupement d'entreprises, la forme juridique choisie pourra être le groupement d'entreprises solidaire ou conjoint. Le groupement pourra être conjoint à la condition que les membres du groupement s'engagent à exécuter des prestations détaillées et précisées dans les actes d'engagement et que le mandataire du groupement soit solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique.

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la commande publique, la personne publique interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

ARTICLE 15 - Exécution au frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 16 - Marché de prestations similaires

Chaque lot du présent accord-cadre pourra faire l'objet d'un marché de prestations similaires dans les conditions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, afin de couvrir les prestations objet du présent accord-cadre.

ARTICLE 17 - Clause de réexamen

Par dérogation à l'article 25 du CCAG-FCS, la clause de réexamen s'effectuera selon les conditions suivantes :

- Ajout d'un nouveau service bénéficiaire au niveau de l'accord cadre. **Une modification contractuelle sera faite par la PFRA** pour l'ajouter à l'accord cadre. Ensuite, pour les lots 1 à 5, le service bénéficiaire passera un marché subséquent selon les termes indiqués au présent CCAP.
- Ajout ou retrait d'équipements et/ou de site. La mise à jour du parc sera faite par ordre de service en respectant l'annexe 1 de l'acte d'engagement du lot concerné. Le titulaire du contrat ne pourra s'opposer à ces ajouts, retraits ou modifications. La modification de la liste des équipements concernés engendrera un montant forfaitaire mis à jour. **Un ordre de service sera fait par le service bénéficiaire.**
- Dans le cas où un service bénéficiaire retire son unique site recensé, alors **une modification contractuelle sera faite par la PFRA** pour retirer ce service bénéficiaire de l'accord cadre.

ARTICLE 18 - Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités ne sont pas plafonnées. Elles sont exécutées au niveau des marchés subséquents pour les lots n°1 à 5, au niveau de l'accord cadre pour les lots n°6 à 10.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

- Non-respect des délais d'intervention corrective (article 9.4 du CCAP) : 200 € par jour calendaire de retard ;
- Absence constatée de la société lors d'une intervention programmée sans avoir prévenu le service bénéficiaire en amont : 300 € ;
- Non-respect des délais de transmission d'un devis (article 9.4 du CCAP) : 100 € par jour calendaire de retard ;
- Non-respect des délais de transmission d'un devis de régularisation (article 9.4 du CCAP) : 100 € par jour calendaire de retard ;
- Non-respect des délais de dépôt de facture chorus (article 9.4 du CCAP) : 50 € par jour calendaire de retard par facture non déposé/non conforme ;
- Non-respect des délais de transmission des rapports (article 9.6 du CCAP) : 100 € par jour calendaire de retard ;
- Non-respect de la transmission du planning d'intervention (article 9.5 du CCAP) : 150 € HT par jour calendaire de retard ;

- Pénalité pour la non réalisation de la visite d'inventaire de départ du site (article 9.2 du CCAP) : 500 € par semaine de retard ;
- Non-respect de la clause sociale (article 11 du CCAP) :
 - 100 € si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
 - 50 € par jour ouvré de retard en cas de non transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par l'acheteur dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;
 - 20 € par heure prévue par le marché et non réalisée en cas de non-respect injustifié des obligations relatives au volume horaire minimum exigé ;
- Pénalité pour sous traitance non déclarée constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement : 1 000 € ;
- Pénalité pour non remise de la réversibilité : 150 € par jour calendaire de retard à compter de la date limite de transmission indiqué par la PFRA ;
- Pénalité pour non-respect volontaire du mémoire technique fourni : 200 € par preuve constatée

Compte-tenu des obligations de résultat associées à la mise en place d'actions palliatives suffisantes pour mettre fin au désordre, soit de manière palliative, soit de façon durable, selon la nature, la cause et effets de la panne, une intervention sera considérée comme non concluante si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et de remise en état de marche ou remise en fonction en mode dégradé des équipements concernés, ne s'est pas donné les moyens nécessaires définis ci-dessous, dans les délais d'indisponibilité autorisés prévus au regard du site concerné.

Pour mettre fin au désordre dans les délais d'indisponibilité, et suivant la criticité de la panne, il appartient au titulaire de juger de l'opportunité dès son arrivée à procéder à :

- L'appel d'un autre niveau d'intervention supérieur ;
- L'appel de renfort ;
- L'approvisionnement sur le site du matériel, outillage, consommables de maintenance en quantité et qualité suffisante.

Il appartient au titulaire de faire la preuve, le cas échéant, que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable.

L'intervention non concluante sera considérée comme une intervention non réalisée et donnera lieu à une pénalité égale à 200 € par jour calendaire.

Il appartient au titulaire de justifier des causes de son retard, lorsqu'elles lui sont extérieures et qu'elles étaient imprévisibles dans les conditions normales d'exécution, en vue d'être exempté de l'application des pénalités ci-dessus décrites. Les conditions de circulation routières, sauf cas d'exception à démontrer, peuvent être anticipées.

ARTICLE 19 - Résiliation

L'accord cadre peut être résilié dans les conditions prévues aux articles 38 à 44 du CCAG FCS.

ARTICLE 20 - Litiges et contentieux

20.1 — Règlement amiable des différends

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'interprétation des clauses contractuelles ou l'exécution de ce marché.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir à un tiers médiateur conformément aux dispositions de l'article L.2197-1 du Code de la commande publique.

Avant toute saisine éventuelle d'une juridiction, l'acheteur ou le titulaire, saisiront le médiateur interne de la PFRA de Normandie, pour une durée de médiation qui n'excédera pas 3 mois, délai pouvant être prorogé avec l'accord des parties.

Le processus de médiation est volontaire et s'effectue à titre gracieux. Chaque partie consent librement à y participer de façon active et de bonne foi.

Comment déposer un dossier auprès du médiateur interne de la PFRA ?

La demande de médiation se fait par courriel au médiateur interne de la PFRA Normandie :

dreets-norm.pfra-saisine-mediation@dreets.gouv.fr

Les informations à joindre au courriel sont les suivantes :

- le cadre de saisine (objet et lot du marché de la PFRA / démarche individuelle ou collective) ;
- les informations sur votre société / organisme (SIRET, raison sociale, forme juridique, code activité, nom du dirigeant, adresse du siège, numéro de téléphone, adresse courriel, effectif) ;
- l'objet de votre litige ;
- les documents que vous jugerez utiles de porter à la connaissance du médiateur (fichiers Word, PDF, etc.).

À la réception de la demande et après vérification de l'éligibilité et enregistrement de celle-ci, le demandeur informe l'autre partie de sa demande de médiation.

Pour les médiations entre une personne publique et une entreprise « Les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter du jour où, après la survenance d'un différend, les parties conviennent de recourir à la médiation ou, à défaut d'écrit, à compter du jour de la première réunion de médiation. » (Article L. 213-6 du Code de justice administrative).

20.2 — Compétence en cas de contentieux

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Rouen dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Rouen
53 Avenue Gustave Flaubert
76000 Rouen

ARTICLE 21 - Dérogations

Article 5 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG FCS

Article 17 du CCAP déroge à l'article 25 du CCAG FCS

Article 18 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS